



Organisation des Nations Unies

## Transcription de la conférence de presse ONE UN en RDC, le 17 novembre 2021 à Kinshasa

La conférence de presse des Nations Unies était animée à partir de Kinshasa par Mathias Gillmann, porte-parole de la MONUSCO et coordonnateur du Groupe de communication des Nations Unies.

**Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] :** Bonjour à tous, merci aux auditeurs de Radio Okapi et bienvenue dans cette nouvelle conférence de presse des Nations Unies en République démocratique du Congo.

A mes côtés ici à Kinshasa, Awa Ndiaye Seck, Représentante d'ONU Femmes en RDC à l'occasion du lancement de la campagne de 16 jours d'activisme contre les violences sexuelles. Nous sommes également connectés avec nos bureaux à Bunia, Goma et Beni.

**Bintou Keita, la Représentante spéciale du Secrétaire général en République démocratique du Congo et Cheffe de la MONUSCO, conclut aujourd'hui une mission de trois jours au Tanganyika.** C'est la troisième fois que la cheffe de la MONUSCO se rend dans cette province, elle est cette fois accompagnée de ses deux Représentants spéciaux adjoints, d'une délégation MONUSCO et de plusieurs chefs d'agence des Nations Unies.

Madame Keita a échangé sur place avec les autorités provinciales, les associations de jeunes, de femmes et les acteurs humanitaires. Elle a expliqué que « la MONUSCO, les autorités et la société civile devons atteindre ensemble un certain nombre de jalons pour permettre à la mission onusienne de quitter la province du Tanganyika ; cela ne sera possible que par la mutualisation des efforts », a-t-elle dit, tout en rappelant la détermination et l'engagement de toute la famille des Nations Unies à accompagner la transition.

En ce moment même, la délégation est à Kabeya Mayi, pour évaluer la situation sécuritaire et humanitaire dans le territoire de Nyunzu, au nord du Tanganyika où plus de 3 600 personnes ont été déplacées du fait de l'insécurité.

A noter également que Bintou Keita sera de retour à Kinshasa pour participer demain au lancement des célébrations de la Journée internationale Nelson Mandela qui auront lieu à Roméo Golf, à partir de 9H45.

**Au cours du mois d'octobre 2021, la Section de la Protection de l'enfant de la MONUSCO a documenté et vérifié 99 violations graves des droits de l'enfant dans le cadre des conflits armés en RDC, ce qui représente exactement le même nombre de violations que celles documentées le mois précédent.**

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlacy Mangure, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



## Organisation des Nations Unies

Le recrutement et l'utilisation d'enfants a continué d'être la violation la plus fréquente (39), suivie par les enlèvements (27), les meurtres et mutilations (15), les violences sexuelles (9), les attaques contre les écoles et les hôpitaux (8) et le refus de l'accès humanitaire (1). Le plus de violations vérifiées ont été attribuées aux Mai-Mai Biloze (18), à la CODECO (15), aux Mai-Mai Rene (12), aux ADF (10) ainsi qu'à d'autres groupes. Les acteurs étatiques sont quant à eux responsables de 6 violations. Globalement, 36 violations ont été vérifiées au Sud Kivu, 26 en Ituri, 25 au Nord Kivu, 11 au Maniema, et 1 au Tanganyika.

**En outre, du 9 au 12 novembre, la Section de la Protection de l'enfant a effectué une mission de terrain à l'Amba (territoire de Fizi) pour faciliter la signature de la déclaration unilatérale et de la feuille de route par le général autoproclamé Kimanuka Musasa, commandant d'un groupe armé appelé Rassemblement Congolais contre l'Occupation et la Balkanisation (RCCOB). Et dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route, une vérification de l'âge des troupes du RCCOB a été effectuée, ce qui a permis de séparer 26 enfants, dont 5 filles âgées de 14 à 17 ans.**

**Du côté de la Police des Nations Unies, dans le cadre de la mise en œuvre du mandat de la MONUSCO, notamment en son volet protection des civils et renforcement des capacités opérationnelles de la PNC, la Police des Nations Unies a organisé une séance de sensibilisation en protection de l'enfant au profit de trente policiers de la commune de Mbunya, ville de Bunia.**

L'équipe UNPOL en a aussi profité pour sensibiliser les participants aux mesures préventives de la pandémie de COVID-19, à savoir : le lavage fréquent des mains avec du savon, le respect de la distanciation physique entre les personnes et le port du masque.

**En outre, à l'occasion du deuxième anniversaire de l'antenne de Radio Okapi à Butembo, des matériels scolaires ont été remis aux enfants et enseignants déplacés des écoles conventionnelles catholiques.**

Aujourd'hui, malheureusement, nous n'avons pas le porte-parole avec nous. Je vais demander à ma collègue Marylène Séguy à Goma de nous lire le point sur la situation militaire préparée par nos collègues militaires.

**[Situation militaire lue par Marylène Séguy] :** Au cours des deux dernières semaines, la Force a continué d'effectuer des patrouilles de jour et de nuit, des patrouilles et des missions à longue distance, des patrouilles conjointes, des escortes, des travaux de génie et des reconnaissances aériennes. Les actions de la Force s'inscrivent dans le cadre de l'application et du soutien au mandat, à la protection des civils, à l'appui aux institutions de la RDC en particulier aux forces de sécurité locales pour lutter contre toute menace contre la population.

La Force a utilisé ses moyens également du génie pour participer à divers projets d'appui à la population, en étroite collaboration avec le gouvernement local, tels que la réhabilitation de l'axe routier

### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlacy Mangure, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



## Organisation des Nations Unies

Komanda-Pinzili-Idohu de la Route nationale 4 et Komanda-Luna dans la province de l'Ituri. En outre, la Force continue de coopérer avec les forces de sécurité locales, les autorités locales et d'autres parties prenantes pour escorter les convois civils. C'est la mesure immédiate contre les exactions des groupes armés le long de la route. Ces activités garantissent que la sécurité des zones est renforcée tout en affichant la détermination et l'engagement de la MONUSCO envers le peuple de la RDC.

Sur le plan opérationnel, la Force continue de répondre avec fermeté à toute violation et tentative de nuire à la population. La réponse à de tels agissements est essentielle pour assurer la protection des civils, éviter la perte de vies humaines et conduire à la réalisation d'activités sociales et économiques quotidiennes par la population locale.

**Au Nord-Kivu**, la Force de la MONUSCO est intervenue pour ramener le calme après qu'une foule en colère a endommagé des structures gouvernementales dans la ville de Kirumba. Finalement, la foule a été forcée de dégager les barrages routiers afin que la circulation puisse reprendre normalement.

En outre, la Force de la MONUSCO a immédiatement déployé des troupes sécurisant le pont stratégique sur la rivière Rutshuru reliant Bunagana à Rutshuru en réponse à l'attaque des assaillants contre les postes des FARDC dans la zone générale du village de Bunagana dans le territoire de Rutshuru. D'autres troupes ont été déployées de manière proactive dans le village de Bunagana pour anticiper toute menace de sécurité due au mouvement des personnes déplacées.

**Au Sud-Kivu**, la Force de la MONUSCO a mené des patrouilles conjointes de jour et de nuit en coordination avec la police des Nations Unies, la PNC et les FARDC dans la ville de Bukavu et ses environs pour dissuader les activités des groupes armés. Les casques bleus ont également établi des points de contrôle pour normaliser la sécurité de Bukavu et des environs. Les patrouilles conjointes ont normalisé la sécurité de la ville et permis à la population de poursuivre ses activités quotidiennes.

**Toujours au Sud-Kivu**, la Force de la MONUSCO a établi un camp à Ziralo à la suite d'affrontements entre les FARDC et les groupes armés dans le territoire de Masisi, dans la province voisine du Nord-Kivu. Affrontements qui auraient entraîné une crise humanitaire dans les zones voisines, notamment dans le groupement de Ziralo. Ce camp vise à dissuader toute menace à la sécurité de la population, améliorer la situation humanitaire et permettre des activités économiques normales.

**En Ituri**, en raison des affrontements en cours entre les FARDC et les groupes armés, la Force de la MONUSCO a mené une patrouille spéciale à longue distance pour normaliser la situation sécuritaire qui s'est détériorée dans les zones d'Iga-Barrière, Lopa, Katoto et Gina. La Force de la MONUSCO a également organisé une réunion avec les FARDC, la PNC, le chef de groupement et d'autres notables locaux pour renforcer la confiance entre les forces de sécurité et tous les acteurs de la paix.

Enfin, les troupes de la Force continuent d'organiser divers événements dans leurs domaines de responsabilité, notamment la sensibilisation au COVID-19 et à Ebola, la fourniture de soins médicaux et la distribution d'eau, entre autres. Ces activités offrent une occasion de sensibiliser et de comprendre

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlcy Mangure, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



## Organisation des Nations Unies

les divers problèmes affectant les communautés, afin de mobiliser le soutien pour l'action et contribuer à renforcer leur autonomisation économique. Merci pour votre attention.

**Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] :** Merci beaucoup à Marylène et avant de donner la parole à Madame Awa, je voulais vous signaler qu'un **nouvel entrepôt de la chaîne du froid, d'une valeur de 4 millions de dollars, destiné au stockage de vaccins, a été inauguré dans la ville de Kisangani en République démocratique du Congo (RDC).**

L'entrepôt devrait améliorer considérablement l'approvisionnement en vaccins dans l'est du pays et permettre de résoudre certaines des énormes contraintes logistiques qui ont empêché la distribution de médicaments dans les régions éloignées. Il sera également utilisé pour accélérer la distribution des vaccins contre la COVID-19 depuis Kisangani et permettra de fournir les températures exactes pour leur stockage.

Cet entrepôt est le deuxième de ce type à être construit dans le pays et a été principalement financé par GAVI - l'Alliance du Vaccin, avec le soutien de l'UNICEF et évidemment du Gouvernement congolais.

Sans plus tarder, je donne la parole à Mme Awa Ndiaye Seck, la Représentante d'ONU Femmes en RDC. Madame Awa, nous vous écoutons.

**Représentante d'ONU Femmes en RDC [Mme Awa Ndiaye Seck] :** Chers journalistes et personnalités des médias, chères auditrices et chers auditeurs, nous nous retrouvons aujourd'hui, car la grande campagne des mois de novembre et décembre approche : les 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles commencent en effet la semaine prochaine, jeudi 25 novembre, à l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Elle dure jusqu'au 10 décembre.

Cette année, le thème international est **“Orangez le Monde : Mettons fin aux violences faites aux femmes aujourd'hui !”** et le thème national est **« Je me lève et je m'engage aujourd'hui contre les violences faites aux femmes, jeunes et petites filles. »** Dans toute la RDC, les autorités, la société civile, le secteur privé, les partenaires du développement et de l'humanitaire se mobilisent pour attirer l'attention sur ce fléau.

Je salue aussi le leadership de la Ministre du Genre, Famille et Enfant dans la lutte contre les violences basées sur le genre et également toutes les actions du gouvernement.

Les thèmes pour cette année sont volontairement larges pour rappeler que les femmes et les filles subissent des violences et des discriminations multiples. Cela englobe bien sûr les violences sexuelles et physiques, qui sont extrêmement graves et dont la prévention et la protection des victimes et des survivantes doivent être notre priorité à tous et toutes. Nous pouvons rappeler qu'au mois de septembre 2021, 77 victimes de violences sexuelles liées aux conflits ont été documentées. Ce chiffre

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlcy Mangure, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



## Organisation des Nations Unies

est en augmentation par rapport aux 2 mois précédents <sup>1</sup>. Agir en dénonçant et poursuivre les auteurs de ces crimes est essentiel pour la réparation des victimes.

Nous avons noté avec appréciation des actions entreprises par le gouvernement et j'en citerai deux :

En juin de cette année, le Chef de l'État a lancé la campagne nationale « Tolérance Zéro Immédiate » pour les crimes basés sur le genre et l'impunité. Cette campagne a pour objectif, entre autres, que les auteurs de violence contre les femmes soient punis et que les victimes aient accès à la justice. Nous pouvons également et c'est la deuxième [action], saluer l'initiative de la tenue d'une table ronde inclusive pour la mise en place d'un fonds national de réparation des survivantes de violences sexuelles RDC. Initiative lancée par la Première Dame en octobre en présence de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour les questions des violences en zones de conflit.

Malheureusement, les femmes subissent aussi d'autres formes de violence et de discrimination au quotidien, que nous devons arrêter de banaliser, car elles les empêchent de participer pleinement au développement du Congo. Par exemple, quand les filles n'ont pas accès aux protections menstruelles et doivent rater les cours ; quand il y a la discrimination à l'embauche ou les injures sexistes contre les femmes politiques.

### **Mesdames et Messieurs,**

ONU Femmes s'implique sur tous les fronts avec le gouvernement et ses partenaires, pour s'attaquer aux racines des violences et des discriminations, soutenir les victimes et promouvoir l'égalité des sexes.

Par exemple, à travers le projet pour des **lois favorables à l'entrepreneuriat équitable** dans les villes de Kinshasa, Lubumbashi, Goma et Matadi, financé par la Banque Mondiale dans le cadre du PADMPME. Ce projet vise à soutenir le changement des textes discriminatoires et faciliter l'accès à la bonne information pour mieux protéger les femmes entrepreneures et commerçantes, qui sont plus exposées aux tracasseries et aux violences physiques et sexuelles dans leur activité économique.

**Une délégation de femmes leaders politiques et économiques**, soutenue par ONU Femmes et la Suède, effectuée en ce moment des missions de solidarité dans plusieurs provinces. Elles étaient au Sankuru et en Ituri, il y a quelques jours. Elles sont à l'heure où je vous parle, au Kongo Central, et après elles iront au Lualaba et au Tanganyika.

Elles lancent les différents réseaux de femmes leaders africaines, femmes rurales, candidates, et élues provinciales. Ces réseaux sont importants car ils renforcent l'unité du mouvement féminin et permettent à leurs membres de rester informées et d'être en contact avec des femmes d'autres provinces et du continent pour échanger des expériences et trouver des solutions contre les violences.

La délégation établit aussi une cartographie des positions de pouvoir dans chaque province et de la représentation des femmes en leur sein. C'est essentiel, car la participation des femmes aux prises de

---

<sup>1</sup> BCNUDH

#### **Contacts :**

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



## Organisation des Nations Unies

décision est un des meilleurs moyens pour assurer que leurs besoins sont pris en compte y compris en matière de protection contre les violences.

### **Mesdames, Messieurs,**

Le thème de la campagne des 16 jours d'il y quelques années étaient « Je dénonce ! ». Les thèmes de cette année confirment que nous avons dépassé cette étape pour rentrer résolument dans l'action : « Je me lève et je m'engage ». Une évolution positive dans la lutte contre la violence contre les femmes et les filles est en effet que le sujet est de moins en moins tabou. Les médias en parlent, on en parle dans les écoles, au gouvernement, en famille, au niveau des médias, etc. Les victimes sont cependant toujours stigmatisées. Maintenant, aujourd'hui, chacune et chacun d'entre nous peut identifier quelle action, il ou elle peut faire pour éliminer la violence contre les femmes. Cela peut être en parler avec ses amis, au travail, réfléchir à ce qu'on dit et ne plus rester passif quand on est témoin d'une agression.

### **Messieurs,**

Vous avez un rôle particulier à jouer dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles. Nous avons besoin de champions à nos côtés pour éliminer les pratiques néfastes et convaincre les hommes et garçons de faire de même.

### **Mesdames, Messieurs,**

Pour nous aider, 16 messages clés ont été choisis, vous les verrez chaque jour sur les réseaux sociaux d'ONU Femmes en RDC. Ils abordent les thèmes comme des violences contre les femmes qui vivent dans les régions en conflit, vivent avec un handicap, celles portant le VIH, les commerçantes, celles qui sont issues des minorités, les femmes rurales, les femmes politiques, les filles qui veulent étudier, celles qui sont mariées trop tôt et subissent des grossesses précoces, et celles qu'on empêche de travailler dignement, recevoir un crédit ou d'avoir accès à la justice. Tout au long de la campagne, vous pouvez aussi montrer votre soutien en portant la couleur orange.

Cette année, je me lève et je m'engage contre toutes les violences et les discriminations faites aux femmes et aux filles. Et vous ?

Je vous remercie.

### **Question 1**

**Nénette Fwamba/ L'Opinion : Au regard de [la campagne] de 16 jours d'activisme que vous venez d'évoquer, quelle est la place de la femme des coins reculés de Kinshasa dans cette campagne et quelles sont les mesures [prises] pour son implication ?**

**Représentante d'ONU Femmes en RDC [Mme Awa Ndiaye Seck] :** En fait la campagne ne laisse personne de côté, et ne laisse personne derrière. Je vous ai parlé tout à l'heure de ces délégations qui sont en train de sillonner l'intérieur du pays. Ces mêmes délégations sont organisées ici au niveau de la ville-province de Kinshasa à travers différentes plateformes et sont présentes un peu partout au niveau de la ville-province de Kinshasa. Et des actions sont entreprises au niveau de différentes communes

#### **Contacts :**

**MONUSCO :** Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



## Organisation des Nations Unies

que compte la ville-province et à travers différentes initiatives qui sont en cours et celles qui sont planifiées.

Nous pensons qu'à travers cela et à travers toute la médiatisation que vous allez faire et des initiatives qui sont entreprises, aucune femme, aucune fille, aucun homme, aucun garçon ne sera laissé de côté dans le cadre de ce processus. Donc, les 16 jours constituent un moment clé mais nous voulons que le travail se fasse de manière continue et puisse faire un maillage complet de tout le territoire national.

### Question 2

**Jaelle Mulowayi/ Actu30 : Ma question s'adresse à Madame Awa. Les 16 jours d'activisme débutent la semaine prochaine. Qu'est-ce qu'on peut retenir de l'édition 2021 ? Est-ce que la République démocratique du Congo adhère à cette campagne, est-ce qu'il y a des dénonciations, celles qui dénoncent ? Quels sont les mécanismes de suivi que vous [mettez en place] pour les accompagner ?**

**Représentante d'ONU Femmes en RDC [Mme Awa Ndiaye Seck] :** Je pense qu'il y a une adhésion. On ne peut pas ne pas adhérer aux combats qu'on mène contre les violences faites aux femmes et aux filles. Il y a également des efforts pour dénoncer. Et je disais tout à l'heure que la question est de moins en moins taboue. Vous avez vu beaucoup de dénonciations au niveau des réseaux sociaux, au niveau des écoles, au niveau des radios, au niveau de la télévision, au niveau des journaux. Donc, de plus en plus maintenant les gens dénoncent, ils n'ont plus peur de dénoncer.

Et vous avez vu que les chiffres sont en hausse, certainement parce qu'il y a plus de dénonciations et il y a plus d'efforts dans ce sens. Il y a également cette initiative qui a été mise en place, - et je pense que le processus est en cours-, de travailler à l'opérationnalisation d'un fonds de réparation.

Mais indépendamment de cela, il y a énormément d'actions qui sont suivies et des procès qui sont menés pour que ceux qui sont auteurs puissent être devant la justice et puissent payer pour ce qu'ils ont fait. On continue également la prévention pour éviter qu'on en arrive là.

Donc, ce que je peux dire de manière générale, c'est qu'il y a des progrès qui sont notés, qui sont là, qui sont tangibles, mais il y a encore un chemin à parcourir et tous ensemble, j'espère qu'en nous mettant au travail et en continuant, nous arriverons à réduire de plus en plus le champ d'expression de ceux qui veulent continuer à agir en marge de toutes les règles qui peuvent être admises et qui veulent continuer à abuser de leur pouvoir ou de leur force pour mener des actes de violences à l'égard des femmes et des filles.

### Question 3

**Zacharie Asimoni/ Radio Merveille (Bunia) : J'ai une question qui s'adresse précisément à Monsieur Mathias. Il y a peu l'animateur de l'émission « Bosolo na politik » vient de séjourner en Ituri où il s'est rendu à des endroits où certaines populations sont hostiles à la MONUSCO. Comment réagissez-vous ?**

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlacy Mangure, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



## Organisation des Nations Unies

**Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] :** Vous savez, on en parle souvent, il y a un travail à faire, et qu'on essaie de faire avec les communautés, qui concerne la MONUSCO et qui concerne aussi des forces de sécurité nationales. Quand des populations vivent dans des situations d'insécurité depuis longtemps, il y a une frustration légitime qui s'exprime.

Il est vrai que sur certaines de nos interventions, il arrive que la population exprime sa frustration, jette des pierres, parfois même des violences qui sont plus radicales. Nous, ce qu'on essaie de faire, c'est de montrer que nous sommes avec les forces de sécurité nationales. Et les forces de sécurité nationales aussi ont besoin de faire ce travail avec la population, d'expliquer en quoi le soutien de la MONUSCO est important pour elles, et évidemment d'expliquer comment elles sont au service de la population. Ça passe aussi évidemment par une exemplarité dans la manière dont les opérations sont conduites et dans les relations que les Forces armées établissent avec les populations.

Ce n'est pas un problème qui est spécifique à l'Ituri, il y a même ici, je pense à Kinshasa, parfois une défiance envers les forces de sécurité, envers la police, envers l'armée. Et c'est quelque chose sur lequel nous devons travailler pour faire en sorte qu'il y ait une unité d'actions entre ce que les forces de sécurité font, le soutien que nous, nous leur apportons, et éviter de tomber dans les pièges qui sont parfois tendus par de acteurs politiques, des groupes armés ou des tireurs des ficelles, comme on les appelle ici au Congo, qui ont tout intérêt à ce que l'instabilité perdure pour pouvoir continuer de vivre leur trafic et à vivre des tracasseries qu'ils imposent à la population.

Donc, c'est un travail vraiment global qu'il faut faire pour construire la confiance entre la MONUSCO et entre aussi les forces de sécurité nationales et la population.

### Question 4

**Isaac Bin Ngeve/ Molière TV Kinshasa (Beni) :** Ma question s'adresse spécialement à Madame Awa. Madame, vous avez dit que les violences faites aux femmes, entre autres des violences sexuelles, continuent. Qu'envisage concrètement l'ONU Femmes RDC pour limiter de tels incidents dans la région de Beni qui est une zone en conflit ?

**Représentante d'ONU Femmes en RDC [Mme Awa Ndiaye Seck] :** Je vous remercie. En fait, cette année, j'ai séjourné à Beni dans le cadre d'une mission que nous avons organisée justement avec le gouvernement de la RDC et notamment les femmes leaders. L'objectif était de venir faire l'évaluation de projets que nous avons appuyés à Beni et à Butembo, dans le cadre du Fonds des Femmes pour la Paix et l'Action humanitaire.

Ces fonds sont donnés directement à des associations, des ONGs nationales de femmes - ou dirigées par des femmes -, ou qui interviennent dans le domaine des violences sexuelles ou dans le domaine de la paix. Ce financement-là, donc, est déjà une réponse qui est donnée. Nous continuons à mobiliser des ressources pour pouvoir faire plus.

Nous faisons également un appui technique à travers nos bureaux qui sont sur le terrain et à travers

---

#### Contacts :

**MONUSCO :** Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



## Organisation des Nations Unies

nos partenaires de mise en œuvre. Mais je dois dire que ça, c'est un travail qu'ONU Femmes accompagne au même titre que d'autres partenaires, en appui au gouvernement.

Et je pense que tous ensemble, si nous continuons à travailler de manière coordonnée, avec la synergie qu'il faut, nous arriverons progressivement à vaincre cette tendance qu'on voit. Je dois dire que ce n'est malheureusement pas une situation qui est spécifique à la RDC.

Mais nous, nous voulons que dans le cadre du travail que nous faisons, dans le cadre de la collaboration que nous développons, que nous puissions faire des actions concrètes, réalistes, pragmatiques, avec des effets durables pour que, à terme, nous puissions atteindre ce que la RDC a décrété, c'est-à-dire la tolérance zéro immédiate contre toute forme de violence sexuelle à l'égard des femmes et des filles.

### Question 5

**Prisca Lokale/ Actualité.cd : Ma question concerne la campagne des 16 jours d'activisme. Bien sûr, j'ai lu, j'ai vu sur les réseaux sociaux la tournée que vous faites avec les femmes leaders dans les provinces. Mais est-ce que vous avez pensé à adapter les messages aux langues locales ? Est-ce que les messages seront uniquement en français, comme on le voit déjà, ou bien vous allez adapter aux langues locales ?**

**Représentante d'ONU Femmes en RDC [Mme Awa Ndiaye Seck] :** Vous savez, cette campagne, elle est d'abord dirigée par le gouvernement. C'est une campagne dont le leadership appartient au gouvernement. Et je suis sûre que Madame la Ministre du Genre nous entend, ou va nous entendre, et, de la même façon que cela a été fait les années précédentes, à chaque fois que la campagne est déroulée, elle se déroule localement en utilisant les langues que les populations comprennent. Donc je confirme que ces messages, quand ils sont déroulés, ils sont déroulés en tenant compte du contexte spécifique de la zone où ils sont déroulés.

Le travail qui se fait se fait en tenant compte du contexte et des réalités des zones où l'intervention se fait. Pour ce qui concerne maintenant le déplacement de ces femmes, si vous avez suivi, ce sont des Congolaises et quand elles se déplacent, elles tiennent compte justement de la diversité linguistique et géographique pour que, dans la délégation, elles puissent avoir ce qu'il faut pour faire les communications et se faire comprendre, et comprendre ce que les autres leur disent.

Voilà les dispositions que nous avons prises. Et nous espérons que vous nous aiderez tous, à travers les communications que vous faites dans les différentes langues, dans les zones d'intervention, à adapter également les messages.

### Question 6

**Papy Okito/ Echo d'Opinion (Goma) :** Ma question, je la pose à Madame Awa, mais aussi à Mathias. Madame Awa, pourquoi vous attendez toute l'année, vous ne contactez pas la presse, mais c'est juste au début de la campagne que vous venez vers la presse, et vous nous demandez même de vous aider à partager le message. Mais on ne peut pas partager des messages si on

---

#### Contacts :

**MONUSCO :** Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



## Organisation des Nations Unies

**n'est même pas formés sur ce qu'on doit informer. Pourquoi vous négligez aussi l'aspect formation des journalistes par rapport à ces activités ?**

**A Mathias, c'est de savoir : l'amélioration de conditions des militaires, notamment à Beni. Il a été promis la construction de camps. Jusqu'au aujourd'hui, apparemment, cette histoire est balayée. Qu'en est-il de ces constructions ?**

**Représentante d'ONU Femmes en RDC [Mme Awa Ndiaye Seck] :** Je vais commencer. Monsieur Papy, je vous confirme que nous n'attendons pas les 16 jours d'activisme. Mathias a un programme et nous avons ici 22 Agences plus la MONUSCO. J'aurais aimé pouvoir venir ici chaque semaine mais je ne pense pas que mes autres collègues l'auraient accepté.

Donc nous nous sommes organisés pour que dans l'année, nous puissions avoir un accès, vous m'avez vue ici pour la Journée internationale de la femme, vous me voyez ici pour les 16 jours, et puis il y a d'autres collègues qui vont venir à la conférence de presse.

Venir à la conférence de presse est une chose, être en contact avec les médias en est une autre. Et nous sommes toujours en contact avec les médias dans le cadre des activités que nous menons. Nous organisons des formations, nous organisons des conférences, nous organisons des échanges.

Maintenant, vous avez évoqué un autre point, c'est-à-dire la formation. Il y en a certains parmi vous qui sont formés, qui assistent à nos activités, mais je pense que vous êtes peut-être plus nombreux que ceux qui viennent. Et c'est une opportunité que nous aurons pour partager davantage d'informations, en espérant que ceux qui recevront ces informations pourront les disséminer. Mais encore une fois, il y a énormément d'information qui est disponible, énormément d'initiatives qui sont entreprises pour nous assurer justement que le message puisse passer, puisse être disséminé. Merci.

**Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] :** Concernant votre question, le renforcement des capacités des FARDC, cela reste au cœur du travail que nous faisons. Il y avait effectivement le projet de construire des camps. Si je me souviens bien, il y en a un à Kididiwe qui a été fini et donné aux FARDC. Je peux vérifier l'état d'avancement des autres chantiers.

Mais il faut bien comprendre, Monsieur Okito, que nous travaillons selon ce dont les FARDC aussi ont besoin. Et il y a un moment donné où il faut prioriser, et en ce moment, la multiplication des opérations réclame une flexibilité et une capacité de transport, une capacité logistique, qui vise à assurer la mobilité des FARDC. Vous savez qu'ils ont longtemps concentré leurs opérations dans le Ruwenzori, autour de Beni. Mais ils suivent autant que possible la menace, donc nous travaillons aussi à les soutenir dans cette flexibilité.

Là où vous avez tout à fait raison, c'est qu'il y a un travail fort à faire du côté des autorités congolaises – et je sais qu'il y a en ce moment des discussions même au Parlement concernant le soutien aux FARDC -, et il nous semble effectivement important, avec les ambitions de l'état de siège, que l'armée congolaise puisse bénéficier du soutien financier, logistique, humain, nécessaire à la conduite des

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



## Organisation des Nations Unies

opérations. Nous, nous faisons notre part au soutien aux FARDC, il y a d'autres partenaires qui les soutiennent également et il est évidemment crucial pour le succès des opérations que vos soldats reçoivent le soutien qui est nécessaire.

### Question 7

**Mamytha Bangulu/ RTNC : Ma question s'adresse à Madame Awa Ndiaye Seck. Madame, en dépit des efforts fournis par l'ONU dans la lutte contre les violences basées sur le genre, la situation ne fait qu'empirer. Alors quelle est la nouvelle politique que vous faites pour mettre fin à cela ?**

**Représentante d'ONU Femmes en RDC [Mme Awa Ndiaye Seck] :** Merci Mamytha. Je pense que c'est difficile de dire que la situation empire parce qu'il faut toujours qu'on se base sur les statistiques. Et les statistiques indiquent plutôt une direction différente. On a noté deux choses. La première, c'est qu'il y a de plus en plus de dénonciations. Et ça, pour nous, c'est un progrès, parce qu'il y avait des cas dont les personnes, peut-être, n'osaient pas parler. Mais maintenant, l'espace s'ouvre et les personnes qui sont victimes osent sortir pour en parler. Pour nous, ça, c'est quelque chose de positif.

L'autre chiffre que nous avons, ce sont les statistiques concernant les violences elles-mêmes. Ces statistiques, dépendant des zones, peuvent monter ou descendre. Et nous faisons toujours des analyses poussées pour comprendre pourquoi ces chiffres montent quelque part, ou descendent.

Nous sortons de la période de COVID : et COVID a vraiment amplifié, du fait que les gens sont restés ensemble cloîtrés, du fait aussi de la peur, du stress... Il y a eu une augmentation des cas de violences dans la période de COVID. Est-ce que ça explique certaines fluctuations que nous avons vues dans certaines zones ? Les études sont en cours, l'analyse pourra nous permettre de mieux comprendre ce qui s'est passé.

Mais quels que soient les chiffres, un cas de violence sexuelle est un cas de trop. Et nous nous battons pour qu'il n'y en ait pas, et nous espérons qu'à force de continuer ce combat tous ensemble, nous arriverons à un moment où les violences sexuelles seront éradiquées de la RDC.

### Question 8

**Saint-Germain Ebengo/ Patrienews.net : « Je me lève et je m'engage contre toute forme de discrimination et violence faite à la femme », thème autour duquel graviteront les 16 jours d'activisme de cette année. Quelles sont les approches que vous avez mises en place c'est-à-dire la méthodologie qui va vous aider à mener à bonne fin votre engagement ? Merci.**

**Représentante d'ONU Femmes en RDC [Mme Awa Ndiaye Seck] :** Dans le cadre de la campagne dont le lancement officiel arrive - parce qu'aujourd'hui nous nous faisons la conférence de presse au niveau des Nations Unies pour partager l'information, mais le lancement officiel de la campagne sera effectué par le Gouvernement, à travers la ministre du Genre, Famille et Enfant -, on travaille depuis des mois pour avoir un calendrier, un calendrier au niveau du Gouvernement, à travers les différentes provinces mais également au niveau des partenaires au développement, des ambassades,

#### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlcy Mangure, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



## Organisation des Nations Unies

des Nations Unies, du secteur privé. Mais plus important, avec les organisations des femmes et des jeunes. Ces structures-là s'organisent, ont leur calendrier et mènent des activités du premier jour au dernier jour pour pouvoir faire passer le message et pour pouvoir opérationnaliser ce qui a été décidé. Et à la fin, nous avons un rapport qui est fait de tout ce qui s'est passé, des activités qui ont été organisées et des personnes qui ont été touchées et c'est ce rapport qui va nous servir de document.

J'espère que cette année, nous pourrons disséminer le rapport qui sera issu de l'activité de la campagne des 16 jours d'activisme. Là encore, c'est sous le leadership du Gouvernement que tout ce travail se fait. Mais nous, au niveau des Nations Unies et au niveau des bailleurs des fonds, ONU Femmes s'occupe de la coordination et nous nous assurerons de partager les résultats du travail qui sera effectué pendant les 16 jours. Merci.

### Question 9

**Ruth Kambere/ Journaliste Radiotélévision Mont bleu (Bunia) : Ma question s'adresse au porte-parole civil de la MONUSCO. Certains estiment qu'à la veille de chaque renouvellement du mandat de la MONUSCO, l'insécurité repart de plus belle pour justifier votre présence. Alors, que répondez-vous face à cette [remarque] ? Merci.**

**Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] :** C'est effectivement quelque chose qu'on entend de temps en temps et c'est complètement absurde. Vous savez, ce n'est pas nous qui faisons notre mandat, ce n'est pas nous qui décidons de venir. Nous sommes ici avec l'accord du Gouvernement et sous le mandat du Conseil de sécurité. Donc, cette idée de violences qui seraient organisées pour continuer à justifier notre présence est complètement absurde, et nous la réfutons absolument.

### Question 10

**Sébastien Kitsa Musayi/ Afrikimages Agency (Beni) : Ma question s'adresse au porte-parole de la MONUSCO. Que fait exactement la Brigade d'Intervention de la Force de la MONUSCO ici dans la région de Beni car la population de la région a comme l'impression que les Casques bleus sont ici pour le tourisme ou le loisir. Cela se justifie par les attaques qui se multiplient où les ADF parviennent à égorger plus de 60 civils dans le territoire de Beni et que les Casques bleus sont visibles dans les bistrot, Cafétérias ici dans la ville de Beni.**

**Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] :** Ecoutez, je ne sais pas comment répondre à cette accusation de tourisme. Je ne pense pas, malheureusement, que la région de Beni se prête beaucoup au tourisme. Je suis toujours étonné d'entendre ces mots dans la bouche de certains journalistes.

Il y a eu effectivement une attaque extrêmement violente, extrêmement sauvage. Nous allons envoyer une mission d'enquête pour voir ce qui s'est passé, établir les responsabilités et caractériser les faits, faire le bilan.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlcy Mangure, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



## Organisation des Nations Unies

Vous savez, à chaque fois qu'il y a une attaque, à chaque fois qu'une attaque n'a pas pu être évitée, - et là, en l'occurrence, c'est une attaque où le bilan semble s'alourdir de jour en jour depuis qu'elle a eu lieu il y a quelques jours -, à chaque fois, nous remettons en cause la manière dont on travaille. Nous remettons en cause aussi ce qu'on peut faire de mieux avec l'armée congolaise et on est constamment en train d'essayer d'améliorer ce qu'on fait, le soutien qu'on donne aux FARDC.

Il ne faut pas croire que nous avons le cœur sec quand nous lisons les rapports et les barbaries qui continuent d'être perpétrées par des groupes armés qui, encore une fois, sont sous pression et du coup, multiplient les atrocités : nous allons continuer à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour soutenir l'armée congolaise, pour voir comment on peut encore mieux la soutenir dans la mise en œuvre de l'état de siège.

Et à cet égard, je voudrais dire que le rapport qui a été présenté par la commission Défense et Sécurité sur la mise en œuvre de l'état de siège est, à notre sens, un document qui contient des recommandations importantes pour nos partenaires congolais, et que ces recommandations méritent l'intérêt des partenaires de la RDC, également. En outre, ce rapport reflète des échanges constructifs entre le Gouvernement et les parlementaires. Et en cela, il témoigne d'une consolidation démocratique qui nous semble encourageante et à encourager pour déterminer la marche à suivre dans la lutte contre les groupes armés et le processus de stabilisation.

Parce que, encore une fois, nous avons besoin évidemment de la population, nous avons évidemment besoin de Forces armées déterminées et équipées pour remplir leur mission, et nous avons besoin que tous les acteurs politiques, que tous les acteurs communautaires aussi soient engagés pour la paix et pour la réconciliation et contre ceux qui vivent de ces trafics, qui vivent de cette situation et qui cherchent justement à déstabiliser ceux qui essaient de faire quelque chose pour ramener la paix, en disséminant à la fois de faux messages et de la calomnie concernant le rôle de la MONUSCO et son engagement à soutenir la population.

Sur ce, je vous remercie beaucoup pour votre présence aujourd'hui. Merci à Madame Awa. Et nous nous retrouvons dans deux semaines.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06